

**VILLE DE LA FERTE-ALAIS**

5, Rue des Fillettes  
91590 LA FERTE-ALAIS

Tél : 01 69 90 88 44 Fax : 01 69 90 88 55

**CREATION DES ATELIERS MUNICIPAUX**

4, Rue Adrienne BOLLAND  
91590 La Ferté-Alais

**CCAP.**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Date et heure limite de réception des offres :  
Lundi 17 Juillet 2017 à 12h00**

**DCE.**

**Dossier de Consultation des Entreprises**

Juin 2017

# Table des matières

ARTICLE 1 <sup>er</sup> - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.....	4
1.2 TRANCHES ET LOTS :.....	4
1.3 MAÎTRISE D'ŒUVRE – MAÎTRISE DE CHANTIER :.....	4
1.4 CONTRÔLEUR TECHNIQUE :.....	4
1.5 COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ :.....	4
1.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION :.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :.....	4
Pièces particulières :.....	4
Pièces générales :.....	5
ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
3.1 CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET RÈGLEMENT DES COMPTES :.....	5
3.1.1 Le prix du marché est hors Tva. et est établi en tenant compte :.....	5
3.1.2 Les ouvrages ou prestations.....	5
3.1.3 L'Acte d'Engagement.....	5
3.1.4 Paiement des co-traitants et sous-traitants.....	5
3.1.5 Modalités de paiement direct :.....	6
3.1.6 Modalités de paiement des sous-traitants :.....	6
3.1.7 Modalités pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement :.....	6
3.1.8 Modalité de règlement des comptes :.....	6
3.1.9 Intérêts moratoires :.....	6
3.2 REPARTITIONS DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER :.....	7
3.2.1 Dépenses d'investissements :.....	7
3.2.2 Dépenses d'entretien :.....	7
3.2.3 Dépenses diverses :.....	7
3.3 VARIATION DANS LES PRIX :.....	8
3.3.1 Les prix.....	8
3.3.2 Mois d'établissement des prix.....	8
3.3.2 Mois d'établissement des prix.....	8
3.3.3 Index de référence.....	8
3.3.3 Index de référence.....	8
3.3.4 Modalité de révision de prix :.....	8
3.3.5 Modalité d'actualisation de prix :.....	8
3.3.6 Application de la Tva. :.....	8

ARTICLE 4 – DELAIS D’EXECUTION – PENALITES – RETENUES – RESILIATION.....	8
4.1 DELAIS D’EXECUTION DES TRAVAUX :.....	8
4.1.1 Calendrier prévisionnel d’exécution :.....	8
4.1.2 Calendrier détaillé d’exécution :.....	8
4.2 PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS : 9	
4.3 PENALITES POUR RETARD ET DIVERS :.....	9
4.4 RESILIATION DU MARCHE :.....	9
4.5 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX :.....	9
4.6 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION :.....	9
ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE :.....	10
5.1 CAUTIONNEMENT :.....	10
5.2 AVANCES :.....	10
5.3 CESSION DE CREANCES :.....	10
ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES OUVRAGES :.....	10
ARTICLE 7 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX :.....	10
7.1 PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX :.....	10
7.2 MESURES D’ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL :.....	10
7.3 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D’UN ENTREPRENEUR :.....	11
ARTICLE 8 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX :.....	11
8.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES :.....	11
8.2 RECEPTION :.....	11
8.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION :.....	11
8.4 DELAI DE GARANTIE :.....	11
8.5 ASSURANCES :.....	12

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DU MARCHE – DISPOSITION GENERALES**

### **1.1 OBJET DU MARCHE – EMLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières -Ccap.- concernent chacun des marchés relatifs à la :

#### **CREATION DES ATELIERS MUNICIPAUX**

Localisés, 4, Rue Adrienne BOLLAND, 91590 La Ferté-Alais

pour le compte de la commune de La Ferté-Alais, 5 Rue des Fillettes, 91590 La Ferté-Alais. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières -Cctp.- et dans le descriptif des travaux.

### **1.2 TRANCHES ET LOTS :**

Lots : le marché est traité en 4 Macro-lots séparés définis au préambule du règlement de la consultation.

### **1.3 MAITRISE D'OEUVRE – MAITRISE DE CHANTIER :**

La mission confiée au Maître d'Oeuvre est une mission de base

### **1.4 CONTROLEUR TECHNIQUE :**

BTP-CONSULTANTS

Parc Silic Villebon-Courtaboeuf

12 avenue du Québec -Bât. Iris

91140 VILLEBON-SUR-YVETTE

### **1.5 COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE :**

GMV.

25 rue de la Croix Boissée

91890 VIDELLES

### **1.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION :**

CECOTECH

6-8 Allée de la Garenne

91610 BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre d'énumération :

### **Pièces particulières :**

#### **Pièces écrites :**

Règlement de la consultation -RC.-

Acte d'engagement -ATTRI1-

Cahier des Clauses Administratives Particulières -CCAP.-

Cahier des Clauses Techniques Particulières -CCTP.- en référence au Cctg.

Etude Thermique RT 2012

Rapport Géotechnique  
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire -Dpgf.-

**Pièces graphiques :**

Plan de Géomètre -complément du plan de masse-  
Plan de situation  
Plan de masse  
Plan du rez-de-chaussée  
Plan de toiture  
Section A  
Façades

**Pièces générales :**

- Cahier des Clauses Techniques Générales -Cctg.- applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État dont la composition est fixée par le décret n°2000-524 du 15 Juin 2000,
- Cahier des Clauses Administratives générales -Ccag.-. Arrêté du 08 Septembre 2009, consolidé le 1<sup>er</sup> janvier 2010,
- Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés -Ccs.-Dtu- tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n°1 de la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances dont la composition est fixée par le décret n°90-617 du 12 Juillet 1990, consolidé le 14 Juillet 1990 et suivants,
- Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés -Ccs.-Dtu- dont la composition est fixée par le décret n°93-1164 du 11 Octobre 1993 modifiée par l'arrêté du 25 Janvier 2011.

**ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

**3.1 CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENT DES COMPTES :**

**3.1.1 Le prix du marché est hors Tva. et est établi en tenant compte :**

- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au paragraphe 1.2 ci-dessus et en cas de sous-traitance,
- Des dépenses communes de chantier mentionnées au paragraphe 3.2 ci-après.

**3.1.2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix global forfaitaire stipulé à l'article B1 et E de l'acte d'engagement.**

**3.1.3 L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :**

L'entrepreneur titulaire et co-traitant et à ses sous-traitants,  
L'entrepreneur mandataire et à ses sous-traitants.

**3.1.4 Paiement des co-traitants et sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de son marché et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable du marché ou l'adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité. Sont précisés notamment la date d'établissement des prix et le cas échéant les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités,
- d) lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes,
- e) les pièces administratives diverses identiques au titulaire.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet, ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

#### **3.1.5 Modalités de paiement direct :**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des entrepreneurs solidaires.

#### **3.1.6 Modalités de paiement des sous-traitants :**

Le titulaire joint en double exemplaires au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la Tva.

#### **3.1.7 Modalités pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement :**

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaires au projet de décompte signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la Tva.

#### **3.1.8 Modalité de règlement des comptes :**

Le projet de décompte mensuel doit être transmis avant le 25 du mois considéré au Maître d'Oeuvre pour dresser l'état d'acompte. Le projet de l'entreprise est soit accepté, soit modifié et notifié à l'entrepreneur. Le délai de paiement est de 30 -Trente- jours maximum à partir de la remise de l'état de décompte de l'entreprise au Maître d'Oeuvre.

#### **3.1.9 Intérêts moratoires :**

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **3.2 REPARTITIONS DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER :**

### **3.2.1 Dépenses d'investissements :**

Sont à la charge du lot Gros-œuvre :

l'installation commune de locaux de chantier,

l'installation de ligne téléphonique de chantier

les échafaudages nécessaires aux travaux intérieurs et sur façades -hors spécifiés-

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire ainsi que les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux spécifiques à son corps d'état ponctuels.

### **3.2.2 Dépenses d'entretien :**

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en paragraphe 3.2.1 sont réputées rémunérées par le prix du lot correspondant étant précisé qu'incombent au lot Gros-oeuvre :

- les charges temporaires de voirie et de police,

- les frais de gardiennage -un système de vidéo-surveillance pourra être proposé à l'ensemble des intervenant en début de chantier à faire valider suivant accord de l'ensemble des entreprises-

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,

- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois,

- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées

- Il est prévu un nettoyage de fin de chantier au lot Peinture

- La gestion des déchets de chantier et l'enlèvement du matériel et matériaux sans réemploi seront réalisés suivant les articles 36 et 37 du Ccag..

### **3.2.3 Dépenses diverses :**

Font l'objet d'une répartition forfaitaire dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone,

- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de courants faibles

-téléphone, F.O. etc.- détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,

- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :

- l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,

- les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,

- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

L'entrepreneur titulaire du lot Gros-oeuvre procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au pro-rata de la valeur des marchés et de leurs éventuels travaux supplémentaires.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'Oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

### **3.3 VARIATION DANS LES PRIX :**

#### **3.3.1 Les prix sont : forfaitaires et révisibles**

Les entreprises auront la faculté d'effectuer les révisions si elles le souhaitent suivant les modalités précisées ci-après.

#### **3.3.2 Mois d'établissement des prix : M0 = indice du mois de la remise des offres.**

En cas de relance d'un ou plusieurs lots en cours d'appel d'offres, la date de remise de la nouvelle offre indiquée dans l'annonce sera retenue.

#### **3.3.3 Index de référence : BT01 indice général pour bâtiment pour tous les lots**

#### **3.3.4 Modalité de révision de prix :**

Les prix de base sont révisibles selon la formule suivante :

$$P(0,15+(0,85*I/I_0))$$

#### **3.3.5 Modalité d'actualisation de prix :**

Néant

#### **3.3.6 Application de la Tva. :**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de Tva. en vigueur lors de l'établissement des pièces du mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général définitif en appliquant les taux de Tva. en vigueur lors de encaissements correspondants.

## **ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES – RETENUES – RESILIATION**

### **4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX :**

#### **4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution :**

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est de 6 -six- mois hors préparation.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble conformément au calendrier prévisionnel d'exécution à dresser pendant la période de préparation du chantier.

Le délai prévisionnel est calendaire et prévoit les périodes de congés.

#### **4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution :**

a) Le calendrier d'exécution est élaboré par le Maître d'Oeuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au paragraphe 4.1.1

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.



Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Oeuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés 10 -dix- jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au paragraphe 7.1 ci-après.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

c) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le Maître d'Oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite d'exécution de l'ensemble des lots fixé au paragraphe B5 de l'Acte d'Engagement.

d) Le calendrier initial visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en c), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

#### **4.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS :**

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est égal à zéro.

#### **4.3 PENALITES POUR RETARD ET DIVERS :**

1/2000e par jour calendaire de retard du montant total du marché.

Absences non excusées au rendez-vous de chantier : 70 € par absence.

#### **4.4 RESILIATION DU MARCHE :**

La personne responsable du marché peut, pour des raisons imprévisibles tant techniques que financières ou défaillances des entreprises contractantes, procéder à la résiliation des marchés. Les prestations exécutées par les entreprises à la date de notification de la résiliation font l'objet d'un protocole de constat établissant le règlement des sommes dues aux entreprises.

#### **4.5 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX :**

La réception des travaux ne pourra être prononcée qu'après repliement complet des installations de chantier, nettoyage et réparations éventuelles telles que définies paragraphe 3.2 ci-avant.

#### **4.6 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION :**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du Ccag., des retenues sont opérées dans les conditions stipulées aux articles 20.5 et 20.6 du Ccag sur les sommes dues à l'entrepreneur. Ces retenues ont les valeurs suivantes :

<b>Tce.</b>	- Notices de fonctionnement et d'entretien à fournir au plus tard à la demande de réception - Documents d'exécution et de récolement
	Par journée de retard : Trente -30- €

## **ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE :**

### **5.1 CAUTIONNEMENT :**

Un cautionnement devra être constitué par l'entrepreneur et joint au plus tard lors de la présentation du premier acompte.

Le montant du cautionnement sera égal à CINQ POUR CENT -5%- du montant des travaux indiqués dans l'Acte d'Engagement.

En l'absence de cautionnement, une retenue de garantie sera exercée sur les acomptes. Son taux est égal à CINQ POUR CENT -5%- du montant des travaux indiqués dans l'Acte d'Engagement.

La durée des sûretés ainsi définies est de UN -1- an et UN -1- mois après la réception de la totalité des ouvrages.

### **5.2 AVANCES :**

Modalités suivant Code des Marchés Publics en vigueur, Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

Elles seront inférieures ou égales à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, au marché public divisé par cette durée exprimée en mois.

### **5.3 CESSIION DE CREANCES :**

Modalités suivant Code des Marchés Publics en vigueur, Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES OUVRAGES :**

Chaque entreprise plantera ses ouvrages de manière coordonnée avec les autres corps d'état.

## **ARTICLE 7 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX :**

### **7.1 PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX :**

Il est fixé une période de préparation commune à tous les marchés, qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est de 15 -quinze- jours.

Elle commence à courir à compter de la notification des marchés et sera ordonnée par ordre de service.

Il est procédé au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du Ccag., aux opérations énoncées ci-après :

- Elaboration par le Maître d'Oeuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé au paragraphe 4.1.2 ci-dessus,
- Etablissement par les entrepreneurs sous la coordination du Maître d'Oeuvre et présentation au visa de celui-ci, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du Ccag., du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Délimitation et signalisation de l'emprise du chantier.

### **7.2 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL :**

Article 9 – Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder DIX POUR CENT -10%- et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à DIX POUR CENT -10%-.

### **7.3 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR :**

Si le marché relatif à un lot autre que le lot n°1 est résilié par application des articles 46, 47 et 48 du Ccag., l'entrepreneur titulaire du lot n°1 doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à la désignation d'une nouvelle entreprise.

## **ARTICLE 8 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX :**

### **8.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES :**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du Cctg. ou par le Cctp. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'Oeuvre.

### **8.2 RECEPTION :**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

L'entrepreneur chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le Maître d'Oeuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés, est l'entrepreneur titulaire du lot concerné.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés.

Pour les lots désignés ci-après, la réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au Cctg. ou a Cctp., à savoir :

Ouvrages soumis à épreuve	Fascicules et articles du Cctg. ou partie et articles du Cctp. définissant les épreuves à exécuter
---------------------------	--

Et sous réserve de la fourniture du dossier des ouvrages exécutés.

### **8.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION :**

Les entreprises doivent fournir :

- Les plans des ouvrages exécutés,
- Les PV. d'essai spécifique aux travaux de chaque corps d'état,
- Les avis techniques et prescriptions des fabricants,
- Les marques et références des matériels et matériaux utilisés, permettant leur renouvellement et leur entretien.

En cas de retard dans la remise de ces documents, application de l'article 4.6 ci-avant.

### **8.4 DELAI DE GARANTIE :**

Les clauses éventuelles de garantie spécifique à certains ouvrages sont précisés au Cctp.

### **8.5 ASSURANCES :**

Dans un délai de QUINZE -15- jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux -attestation de moins de 3 -TROIS- mois,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 du Code Civil -attestation de moins de 3 -TROIS- mois.

Mme PIERE, Maire,  
Commune de La Ferté-Alais,

Le ....

Lu et accepté,  
Les Entrepreneurs

Le ....